

Art. 16. La commission de recours traite les recours introduits par les agents qui se sont vu attribuer la mention « sous réserve » ou « insatisfaisant », et fixe la mention définitive.

L'agent est entendu par la commission de recours et peut se faire assister par la personne de son choix.

La commission de recours motive sa décision.

Art. 17. Le règlement en matière d'évaluation prévoit toutes les dispositions complémentaires qui déterminent le déroulement pratique du recours.

Art. 18. Lorsque la mention « insatisfaisant » est attribuée deux fois de suite à un agent, l'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, après avoir entendu l'agent, si la déclaration d'inaptitude professionnelle doit être prononcée.

L'agent peut se faire assister par la personne de son choix.

Art. 19. L'autorité licencie ou rétrograde à un grade inférieur l'agent qui a été déclaré professionnellement inapte.

Le licenciement d'un agent statutaire pour inaptitude professionnelle s'effectue conformément aux dispositions du chapitre II de la loi du 20 juillet 1991 portant dispositions sociales et diverses.

L'agent statutaire reçoit la même protection qu'un agent contractuel avec la même ancienneté.

Art. 20. L'agent qui exerce ses fonctions depuis deux ans au moins à la date à laquelle le présent arrêté est pris et qui ne fait pas l'objet d'une sanction disciplinaire non radiée est évalué un an après son premier entretien de planification.

Art. 21. Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sans préjudice des évaluations en cours, entrera en vigueur au 30.06.2018.

Bruxelles, le 4 mai 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 16. De beroepscommissie behandelt de beroepen ingesteld door personeelsleden aan wie de vermelding "onder voorbehoud" of "onvoldoende" wordt toegekend, en stelt de definitieve vermelding vast.

Het personeelslid wordt door de beroepscommissie gehoord en kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De beroepscommissie motiveert haar beslissing.

Art. 17. Het evaluatiereglement bevat alle bijkomende voorschriften die het praktische verloop van het beroep regelen.

Art. 18. Indien aan een personeelslid tweemaal na elkaar de vermelding "onvoldoende" wordt toegekend, bepaalt de benoemende overheid, na het personeelslid te hebben gehoord, of de verklaring van beroepsongeschiktheid dient te worden uitgesproken.

Het personeelslid kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Art. 19. Het personeelslid dat beroepsongeschikt is verklaard, wordt door het bestuur ontslagen of teruggeplaatst in een lagere graad.

Het ontslag wegens beroepsongeschiktheid van een statutair personeelslid gebeurt conform de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen.

Het statutair personeelslid krijgt dezelfde bescherming als een contractueel personeelslid met dezelfde anciënniteit.

Art. 20. Het personeelslid dat zijn functies minstens twee jaar uitoefent op de dag waarop dit besluit wordt uitgevaardigd en voor wie geen niet-geschrapte tuchtsanctie geldt, wordt geëvalueerd een jaar na zijn eerste planningsgesprek.

Art. 21. De minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit, dat onverminderd de lopende evaluaties van kracht wordt op 30.06.2018.

Brussel, 4 mei 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

Minister-President van de
Brusselse Hoofdstedelijke Regering

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/12212]

4 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 145 *bis*, § 5, 3° et 6°, de la nouvelle loi communale, remplacé par l'ordonnance du 27 février 2014;

Vu le protocole de négociation syndicale 2016/01 du Comité C, conclu le 9 mai 2016;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « Test gender », complété le 2 septembre 2016;

Vu l'avis 59.980/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2016;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — Conditions de recrutement et de promotion

Article 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 2, les règlements communaux prévoient, au titre de condition de recrutement pour tous les emplois liés à un grade, que les candidats prouvent qu'ils satisfont aux exigences requises en matière de diplôme pour le niveau auquel est rattaché ce grade

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/12212]

4 MEI 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 145 *bis*, § 5, 3° en 6°, van de nieuwe gemeentewet, vervangen bij de ordonnantie van 27 februari 2014;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling nr. 2016/01 van het Comité C, gesloten op 9 mei 2016;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, "gendertest" genaamd, ingevuld op 2 september 2016;

Gelet op advies 59.980/4 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2016;

Op de voordracht van de Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden

Artikel 1. Behoudens toepassing van artikel 2 bepalen de gemeentelijke reglementen als aanwervingsvoorwaarde voor alle betrekkingen verbonden met een graad, dat de kandidaten het bewijs moeten leveren dat ze voldoen aan de diplomavereiste die geldt voor het niveau waartoe de betrokken graad behoort.

Art. 2. Les règlements communaux peuvent prévoir que les exigences en matière de diplôme soient diminuées d'un, ou au maximum de deux niveaux pour des emplois spécifiés, à condition que les candidats disposent d'un titre de compétence professionnelle correspondant à la fonction, obtenu conformément à la réglementation sur les titres de compétence professionnelle.

Les certificats de reconnaissance des compétences acquises hors diplôme délivrés par le SELOR peuvent être reconnus par les règlements communaux pour les fonctions analogues à celles pour lesquelles ils ont été délivrés.

Art. 3. Les conditions de recrutement et de promotion, ainsi que les critères et techniques de sélection, sont définis en tenant compte des descriptions de fonction types fixées conformément à l'article 123, 15° de la Nouvelle Loi communale.

Art. 4. Pour chaque nomination à titre définitif dans un emploi statutaire, un stage d'une durée d'un an est prévu pour les agents de niveaux A et B, d'une durée allant de six mois à un an et déterminée par le règlement communal pour l'ensemble des agents de niveau C et de six mois pour les niveaux D et E. Ce stage peut être prolongé pour une durée maximale qui ne dépasse pas la durée initiale du stage.

Le conseil détermine les conditions dans lesquelles les prestations en tant que contractuel peuvent être prises en compte comme période de stage.

Le stage vise à l'intégration du stagiaire dans l'administration et doit permettre à l'autorité investie du pouvoir de nomination d'apprécier l'aptitude du stagiaire à exercer la fonction qui lui a été assignée.

Au moins trois entretiens de stage sont organisés pendant le stage en vue de la réalisation de cet objectif.

Les conclusions de chaque entretien sont consignées dans le rapport de stage. Le rapport est communiqué au stagiaire qui peut, le cas échéant, y ajouter ses observations.

Un rapport de fin de stage est réalisé à l'intention de l'autorité investie du pouvoir de nomination. Il se conclut par la mention "favorable" ou "défavorable". Une copie en est transmise au stagiaire dans les quinze jours. La notification rappelle les voies de recours qui sont ouvertes au stagiaire.

La commission de recours instituée pour les évaluations du personnel est compétente pour connaître des litiges résultant du rapport de fin de stage.

Le stagiaire est entendu par la commission de recours et peut se faire assister par la personne de son choix.

La commission de recours motive sa décision.

Art. 5. L'agent contractuel dont la dernière évaluation est « favorable » à l'issue de son examen, sera, s'il en fait la demande, dispensé du stage préalable à la nomination à la fonction qu'il exerce et sur laquelle a porté l'évaluation, pourvu qu'il n'ait pas fait l'objet dans l'intervalle d'une sanction disciplinaire non radiée.

Art. 6. Les conditions de promotion pour l'accès à un niveau supérieur prévoient les examens visant à mesurer le niveau de compétence des candidats. Le Conseil communal détermine les conditions d'ancienneté ou d'expérience professionnelle dont les candidats à un emploi de promotion doivent se prévaloir.

Art. 7. L'accès aux grades de secrétaire communal et de receveur communal est subordonné à une épreuve de sélection.

CHAPITRE 2. — Mobilité interne

Art. 8. Le but de la mobilité interne est de pouvoir réaffecter les agents au sein de l'administration, en tenant compte de leurs aptitudes, expérience et motivation, ainsi que des besoins en personnel des services.

Art. 9. La réaffectation par mobilité interne est le passage d'un agent à un autre emploi du même grade.

Art. 2. De gemeentelijke reglementen kunnen bepalen dat de diplomavereiste voor welbepaalde betrekkingen met één of maximaal twee niveaus wordt verlaagd, op voorwaarde dat de kandidaten beschikken over een beroepsbekwaamheidsbewijs dat overeenstemt met de functie, behaald overeenkomstig de regelgeving met betrekking tot de beroepsbekwaamheidsbewijzen.

De getuigschriften uitgereikt door SELOR ter erkenning van vaardigheden die buiten het diploma verworven zijn, kunnen door de gemeentelijke reglementen worden erkend voor soortgelijke functies als die waarvoor die getuigschriften werden uitgereikt.

Art. 3. De aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden, alsmede de selectiecriteria en -technieken worden bepaald rekening houdend met de type-functiebeschrijvingen vastgesteld overeenkomstig artikel 123, 15°, van de Nieuwe Gemeentewet.

Art. 4. Voor elke vaste benoeming in statutair verband wordt een stage met een looptijd van één jaar ingericht voor de personeelsleden van niveau A en B, met een looptijd van zes maanden tot één jaar zoals bepaald in het gemeentelijk reglement voor alle personeelsleden van niveau C en van zes maanden voor de niveaus D en E. Die stage kan met een duur van ten hoogste de duur van de initiële stage verlengd worden.

De raad bepaalt de voorwaarden waaronder de prestaties als contractueel in aanmerking genomen kunnen worden als stageperiode.

De stage is gericht op de integratie van de stagiair in het bestuur en moet de benoemende overheid in staat stellen de geschiktheid van de stagiair voor de toegewezen functie te beoordelen.

Tijdens de stage worden minstens drie stagegesprekken georganiseerd met het oog op de realisatie van deze doelstelling.

De conclusies van elk gesprek worden opgetekend in het stageverslag. Het verslag wordt bezorgd aan de stagiair die er desgevallend zijn opmerkingen kan aan toevoegen.

Een eindverslag van de stage wordt opgesteld voor de benoemende overheid. Het wordt afgesloten met de vermelding "gunstig" of "ongunstig". De stagiair ontvangt binnen vijftien dagen een afschrift van dat eindverslag. De kennisgeving vermeldt de mogelijkheden tot beroep waarover de stagiair beschikt.

De beroepscommissie ingesteld voor de evaluaties van het personeel is bevoegd om kennis te nemen van de betwistingen voortvloeiend uit dit eindverslag.

De stagiair wordt door de beroepscommissie gehoord en kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De beroepscommissie motiveert haar beslissing.

Art. 5. Het contractueel personeelslid waarvan de laatste evaluatie na het examen "gunstig" is, zal, indien hij/zij daarom verzoekt, worden vrijgesteld van de stage voorafgaand aan de benoeming voor de functie die hij/zij uitoefent en waarop de evaluatie betrekking had, op voorwaarde dat hij/zij in de tussentijd geen niet geschrapte tuchtstraf heeft gekregen.

Art. 6. De bevorderingsvoorwaarden voor de toegang tot een hoger niveau voorzien in examens die het competentieniveau van de kandidaten toetsen. De gemeenteraad bepaalt de voorwaarden inzake anciënniteit of beroepservaring waarover de kandidaten voor een bevorderingsbetrekking moeten beschikken.

Art. 7. De toegang tot de graden van gemeentesecretaris en gemeentontvanger wordt afhankelijk gemaakt van een selectieproef.

HOOFDSTUK 2. — Interne mobiliteit

Art. 8. De interne mobiliteit heeft tot doel om de personeelsleden te kunnen herplaatsen binnen het bestuur, rekening houdend met hun bekwaamheden, ervaring en motivatie alsmede met de personeelsbehoeften van de diensten.

Art. 9. De herplaatsing door interne mobiliteit is de overgang van een personeelslid naar een andere betrekking van dezelfde graad.

Art. 10. Les règlements communaux déterminent les modalités pratiques en matière de mobilité.

Art. 11. Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sans préjudice des évaluations en cours entrera en vigueur au 30.06.2018.

Bruxelles, le 4 mai 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

R. VERVOORT,
Ministre-Président du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale

Art. 10. De gemeentelijke reglementen bepalen de praktische schikkingen in verband met de mobiliteit.

Art. 11. De minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit, dat onverminderd de lopende evaluaties van kracht wordt op 30.06.2018.

Brussel, 4 mei 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

R. VERVOORT,
Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/12719]

Consulats étrangers en Belgique

Le 7 mai 2017, Mme Dilsad KIRBASLI KARAOGLU a reçu l'Autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul Général de la République de Turquie à Bruxelles, avec comme circonscription consulaire la Région Bruxelles-Capitale, les provinces de Brabant Flamand, Brabant Wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg et de Namur.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/12719]

Buitenlandse consulaten in België

Op 7 mei 2017 heeft Mevr. Dilsad KIRBASLI KARAOGLU de nodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul-Generaal van de Republiek Turkije te Brussel uit te oefenen, met als consulaire ressort het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de provincies Vlaams-Brabant, Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C - 2017/12809]

12 JUIN 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 août 2013 portant nomination de magistrats chargés d'assister les Conseils de l'Ordre des médecins vétérinaires et des vétérinaires qui siègent au Conseil supérieur de l'Ordre

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1950 concernant la création de l'ordre des médecins vétérinaires, l'article 11, alinéa 2, modifié par la loi du 19 mars 2014;

Vu l'arrêté royal du 30 août 2013 portant nomination de magistrats chargés d'assister les Conseils de l'Ordre des médecins vétérinaires et des vétérinaires qui siègent au Conseil supérieur de l'Ordre, modifié par l'arrêté royal du 4 octobre 2013;

En considérant la demande de démission de Baudouin Nicks en date du 14 novembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 15 de l'arrêté royal du 30 août 2013 portant nomination des magistrats chargés d'assister les Conseils de l'Ordre des médecins vétérinaires et des vétérinaires qui siègent au Conseil supérieur de l'Ordre, les mots « Baudouin Nicks » sont remplacés par les mots « Pascal Gustin ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C - 2017/12809]

12 JUNI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 augustus 2013 betreffende de aanwijzing van magistraten belast met het bijwonen van Raden van de Orde der Dierenartsen en de dierenartsen die aan de Hoge Raad van de Orde der Dierenartsen zetelen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1950 betreffende de instelling van de Orde der dierenartsen, artikel 11, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 19 maart 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 augustus 2013 betreffende de aanwijzing van magistraten belast met het bijwonen van Raden van de Orde der dierenartsen en de dierenartsen die aan de Hoge Raad van de Orde der Dierenartsen zetelen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 oktober 2013;

Gezien het ontslag verzoek van Baudouin Nicks van 14 november 2016;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 15 van het koninklijk besluit van 30 augustus 2013 betreffende de aanwijzing van magistraten belast met het bijwonen van Raden van de Orde der dierenartsen en de dierenartsen die aan de Hoge Raad van de Orde der Dierenartsen zetelen, worden de woorden « Baudouin Nicks » vervangen door « Pascal Gustin ».